



SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Point 63 de l'ordre du jour :	
Examen, sur la demande de la Troisième Commission, des articles 4 à 11 du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée.....	151

Président: M. Manfred LACHS (Pologne).

POINT 63 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen, sur la demande de la Troisième Commission, des articles 4 à 11 du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée (annexe A de la résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social, A/C.6/349, A/C.3/L.490 et Corr.1, A/C.6/L.372)

1. Le **PRESIDENT** attire l'attention de la Commission sur une lettre que lui a adressée, le 22 novembre 1955, le Président de l'Assemblée générale (A/C.6/349) et dans laquelle il demande à la Sixième Commission d'étudier les articles 4 à 11 du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée [annexe A de la résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social], que la Troisième Commission lui a renvoyés en raison des aspects juridiques de la question.
2. **M. TREJOS** (Costa-Rica) estime que la question aurait normalement dû être renvoyée à la Sixième Commission par le Bureau de l'Assemblée. En outre, la première partie, par. 1, *d*, de l'annexe II du règlement intérieur (A/520/Rev.3), adoptée conformément à la résolution 684 (VII) de l'Assemblée générale, n'autorise pas la Sixième Commission à rendre compte directement à l'Assemblée générale sur une question qui, à l'origine, était inscrite à l'ordre du jour de la Troisième Commission. Tout ce que la Sixième Commission peut faire, c'est donner son avis juridique à la Troisième Commission, qui rendrait compte à l'Assemblée générale.
3. On peut aussi se demander, d'un point de vue pratique, si la Sixième Commission a le temps de traiter la nouvelle question que lui renvoie la Troisième Commission. Qui plus est, la Troisième Commission a déjà fini ses travaux, et la Sixième Commission ne peut plus lui donner un avis.
4. **M. Trejos** demande en conséquence d'ajourner l'examen de cette question.
5. Le **PRESIDENT** fait observer que le représentant du Costa-Rica a soulevé deux questions : premièrement, l'interprétation de la résolution 684 (VII) de l'Assemblée générale ; deuxièmement, la question de temps.
6. **Mlle BERNARDINO** (République Dominicaine) demande l'avis du Conseiller juridique sur les questions soulevées par le représentant du Costa-Rica.
7. **M. MAURTUA** (Pérou) appuie cette demande.

8. **M. EVANS** (Royaume-Uni) rappelle que c'est la délégation du Royaume-Uni qui, à la 665^e séance de la Troisième Commission, a proposé que les clauses finales du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée soient renvoyées à la Sixième Commission en raison de leurs aspects juridiques. Cette proposition se fondait sur le paragraphe 1, *d*, de la résolution 684 (VII), aux termes duquel, chaque fois qu'une commission estime que les aspects juridiques d'une question présentent de l'importance, elle renvoie la question pour avis juridique à la Sixième Commission.

9. Sans doute l'Assemblée générale répartit-elle les questions entre les diverses commissions, mais ses décisions en la matière doivent être interprétées d'après la résolution 684 (VII). L'alinéa *d* du paragraphe 1 de cette résolution ne dispose pas que la Sixième Commission doit nécessairement donner son avis juridique à la commission qui l'a demandé ; il est peut-être souhaitable dans certains cas de suivre cette procédure, mais rien dans la disposition elle-même n'empêche la Sixième Commission de donner directement à l'Assemblée générale, à propos d'une question juridique, l'avis demandé par une autre commission.

10. Avant de proposer formellement à la Troisième Commission de renvoyer la question à la Sixième Commission, la délégation du Royaume-Uni a consulté le Président de la Troisième Commission, qui, à son tour, a consulté le Président de la Sixième Commission. Ce dernier lui a répondu que la Sixième Commission consentirait à traiter le sujet, mais il n'a pu promettre qu'elle terminerait son examen à la fin de la présente session. Finalement, le Président de l'Assemblée générale a été consulté sur la question, et la délégation du Royaume-Uni ne peut croire que le Président de l'Assemblée générale ait agi contrairement au règlement intérieur.

11. En ce qui concerne la proposition du Costa-Rica tendant à ajourner l'examen de la question en raison du manque de temps, **M. Evans** estime que l'examen des clauses finales ne pose pas de problèmes très difficiles. Il s'agit d'une question technique, et la plupart des membres de la Sixième Commission sont des juristes au courant de la rédaction des conventions internationales, et en particulier des clauses finales. La Sixième Commission compromettrait sa réputation si elle n'essayait même pas de traiter une question juridique sur laquelle son avis a été demandé avec le consentement du Président de l'Assemblée générale.

12. **M. Evans** demande donc au représentant du Costa-Rica de bien vouloir retirer sa proposition d'ajournement.

13. Le **PRESIDENT** fait observer que lorsque le Président de la Troisième Commission l'a consulté, la question de savoir si l'avis de la Sixième Commission serait transmis à l'Assemblée générale ou à la Troisième Commission n'a pas été soulevée.

14. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) expose la pratique suivie jusqu'ici par l'Assemblée générale.

15. En premier lieu, le Président de l'Assemblée générale peut renvoyer des questions à la Sixième Commission, sans l'intervention du Bureau, et il use effectivement de cette faculté. En fait, il a été suggéré récemment que le Président de la Cinquième Commission demande l'avis de la Sixième Commission sur la question de l'enregistrement et de la publication des traités et accords internationaux, sans même passer par le Président de l'Assemblée générale.

16. Le représentant du Costa-Rica interprète de façon trop stricte le paragraphe 1, alinéa *d*, de la résolution 684 (VII) de l'Assemblée. Ce texte ne précise pas à qui la Sixième Commission doit communiquer son avis juridique. Malheureusement, les travaux préparatoires qui ont conduit à l'adoption de la résolution 684 (VII) ne jettent aucune lumière sur la question. L'idée qui est à la base de cette résolution est la suivante: on voulait que, dans le domaine juridique, la Sixième Commission prête son assistance aux autres commissions et que ces dernières soient encouragées à demander cette assistance. Il faut donc, semble-t-il, donner au texte une interprétation plus large que celle qui a été avancée par le représentant du Costa-Rica.

17. Il ne semble donc y avoir rien d'incorrect à ce que la Sixième Commission rende compte directement à l'Assemblée générale sur des questions juridiques. Cette procédure permettrait de régler les affaires plus rapidement.

18. Selon M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), le texte de l'alinéa *d* du paragraphe 1 de la résolution ne justifie pas l'interprétation très large proposée par le Conseiller juridique.

19. A la Troisième Commission, la délégation de l'Union soviétique a préconisé, pour la nationalité de la femme mariée, un projet de convention qui comporte les plus grands progrès possibles, et elle est impatiente de voir adopter cette convention. Ceci dit, la Sixième Commission se trouve devant une question de principe, et le représentant du Costa-Rica a eu raison de critiquer la procédure suggérée, qui est sans précédent. Cette procédure conduirait à la pratique suivante: on ferait voter une partie d'un projet par une commission et une autre partie par une autre commission. Le simple bon sens indique qu'il serait dangereux d'avoir, pour le même projet de convention, deux séries de décisions émanant de deux commissions différentes. M. Morozov ne se rappelle pas un seul exemple de projet de convention ainsi partagé entre deux commissions, sans qu'aucune n'ait pu par la suite adopter le projet dans son ensemble.

20. Les critiques du représentant du Costa-Rica s'adressent, en fait, à la résolution 684 (VII) de l'Assemblée, dont le paragraphe 1, *d*, précise que la Sixième Commission peut être invitée à donner des avis juridiques, mais non à prendre une décision finale, sur une question renvoyée par une autre commission. La Troisième Commission avait le choix entre deux solutions: soit demander l'avis juridique de la Sixième Commission et prendre ensuite elle-même une décision en se fondant sur cet avis, soit proposer que la question soit examinée par une commission mixte des Troisième et Sixième Commissions. Comme la Troisième Commission n'a pas choisi cette dernière solution, il est évident que la Sixième Commission peut uniquement donner son avis juridique à la Troisième Commission. Si une déci-

sion doit être prise, une commission mixte peut encore être réunie, bien que la Troisième Commission ne siège plus.

21. De l'avis de la délégation de l'URSS, il faudrait, si l'on veut suivre une procédure correcte, que le Bureau propose, et que l'Assemblée décide, de renvoyer la question à une commission mixte des Troisième et Sixième Commissions.

22. La Sixième Commission se doit de réserver un accueil favorable à toutes les questions qui lui sont renvoyées pour avis juridique et de coopérer à la formation d'une commission mixte. La délégation de l'URSS a souvent souligné qu'une application plus fréquente du paragraphe 1, *d*, de la résolution 684 (VII) de l'Assemblée faciliterait considérablement la solution d'un grand nombre de problèmes juridiques soulevés devant les autres commissions.

23. La délégation de l'URSS est donc favorable, en principe, au renvoi à la Sixième Commission des questions juridiques que soulèvent les clauses finales du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée, et elle préconise même le renvoi à la Sixième Commission de toutes les questions juridiques; elle n'en estime pas moins qu'il faut suivre la procédure correcte établie par la résolution 684 (VII).

24. La question la plus importante que le représentant du Costa-Rica ait posée dans sa déclaration est celle de savoir si on dispose d'assez de temps pour examiner ce problème comme il convient. Le représentant du Royaume-Uni s'est, de toute évidence, montré trop optimiste; un grand nombre de problèmes très importants vont nécessairement se poser, et toute décision hâtive pourrait avoir des conséquences fâcheuses. Il est essentiel de se rappeler que l'adoption des articles en question aurait des conséquences graves, dont la portée dépasserait de beaucoup celle de la convention envisagée. Le simple fait que ces articles seraient incorporés dans un instrument de l'Organisation des Nations Unies leur donnerait l'autorité considérable d'un précédent.

25. L'examen de nombreuses dispositions nécessitera manifestement un débat prolongé. Par exemple, la clause d'application territoriale — la "clause coloniale" — suscitera certainement des difficultés, car chacun sait que les avis sont très partagés sur ce point. De même, il est peu probable que la question des réserves, si souvent débattue, soit réglée sans un nouvel examen approfondi. La juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice, envisagée dans le projet d'article 9, pose également un problème épineux. Enfin, un grand nombre d'Etats estiment que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 4, qui portent sur les conditions que les Etats doivent remplir pour pouvoir adhérer à la convention, sont trop libérales. La Sixième Commission se doit d'examiner ces questions avant que le projet de convention ne soit ouvert à la signature. Le temps manque pour mener à bien cette discussion, et les conditions de procédure requises ne sont pas encore remplies. En outre, la Troisième Commission ne peut s'en prendre qu'à elle-même si sa demande d'avis n'est pas parvenue à temps à la Sixième Commission.

26. Pour ces raisons, la proposition du Costa-Rica semble pleinement justifiée.

27. Selon M. BIHIN (Belgique), il est inexact de dire que la Troisième Commission, sans raison, a renvoyé en partie un point de son ordre du jour à la Sixième Commission; elle lui a simplement demandé un avis juridique. Ce faisant, elle a suivi une procédure parfaitement conforme à la résolution 684 (VII) de

l'Assemblée générale, qui figure maintenant à l'annexe II du règlement intérieur.

28. La Commission devrait accueillir avec satisfaction cette demande d'avis, car un recours plus fréquent à la procédure prévue se révélerait certainement utile. Les représentants du Costa-Rica et de l'URSS ont donné à l'annexe II du règlement une interprétation par trop étroite. On a dit que la seule méthode judicieuse aurait été de convoquer une commission mixte; l'argument est des plus inattendus, car le paragraphe 1, d, de la résolution 684 (VII) laisse clairement le choix à la commission qui renvoie la question.

29. Il est un autre point important, qui n'a pas été précisé: qu'advient-il de la question si la Sixième Commission refuse de l'examiner? En renvoyant les projets d'articles à la Troisième Commission, on ne suivrait certainement pas une méthode constructive.

30. M. LOPEZ VILLAMIL (Honduras) déclare qu'aux termes de l'annexe II du règlement intérieur, la Sixième Commission a, de toute évidence, compétence pour examiner la question. C'est d'ailleurs le Président de l'Assemblée générale qui lui a demandé de le faire, ce qui devrait dissiper tous doutes quant à la compétence. On a tort d'attribuer aux dispositions de l'annexe II un sens restrictif; la souplesse de ces dispositions a été démontrée lorsque la Cinquième Commission, en 1953, a demandé un avis consultatif à la Cour internationale de Justice sans en référer d'abord à la Sixième Commission [résolution 785 A (VIII) de l'Assemblée générale]. La Commission ne devrait donc pas, en l'occurrence, exciper de son incompétence; elle devrait au contraire se reconnaître compétente.

31. Cependant, l'essentiel est que la Sixième Commission a besoin de temps pour bien examiner la question. En raison de l'importance du sujet, sur lequel un grand nombre de délégations voudront certainement présenter des observations, la Sixième Commission doit songer soigneusement au temps dont elle aura besoin pour cet examen avant de décider s'il faut ajourner le débat ou le poursuivre. La délégation du Honduras accueillera avec satisfaction tout avis réfléchi sur ce point.

32. M. CARPIO (Philippines) déclare que sa délégation est prête à participer à tout débat constructif qui permettrait de régler la question, mais qu'elle est découragée par la controverse qui s'est élevée sur des points de procédure. La question préliminaire a pris une telle ampleur que la question de fond passe au deuxième plan.

33. La délégation des Philippines estime qu'il ne faut pas consacrer trop de temps aux détails techniques. C'est pourquoi elle a gardé le silence lorsque le Président a mentionné pour la première fois le renvoi de la question à la Sixième Commission. Elle éprouvait cependant certaines appréhensions, que l'argument du représentant du Costa-Rica a malheureusement justifiées.

34. Puisque le représentant du Royaume-Uni semble croire que la question est simple, il serait peut-être bon d'entamer la discussion le plus tôt possible, ne serait-ce que pour voir les progrès qui peuvent être faits. Ce n'est que lorsque les problèmes seront clairement définis que l'on saura si l'on dispose d'assez de temps. Le débat qui permettra de préciser ces problèmes ne devra pas nécessairement constituer un précédent en matière de procédure.

35. M. VALOIS (Canada) estime que la Commission devrait examiner les projets d'articles. Elle est en mesure d'aider l'Assemblée générale à atteindre un résultat positif. En outre, en renvoyant la question à la

onzième session, on ne ferait qu'ajouter un nouveau point à un ordre du jour déjà surchargé.

36. L'annexe II du règlement intérieur stipule clairement que les questions juridiques peuvent être renvoyées à la Sixième Commission. On s'est même plaint dans le passé que des questions analogues ne lui aient pas été renvoyées. Il est donc à craindre que si la Commission refuse d'examiner la présente question, les autres commissions ne renoncent, à l'avenir, à lui demander des avis consultatifs. Il aurait certes mieux valu que la Troisième Commission donnât un avis général sur des questions comme celle des réserves, ou qu'une commission mixte fût convoquée.

37. Ceci dit, il est préférable d'aborder immédiatement la question au lieu de perdre le peu de temps qui reste en discussions de procédure.

38. De l'avis de M. TARAZI (Syrie), l'orateur qui l'a précédé n'a laissé subsister aucun doute sur le fait que la principale difficulté est celle qui résulte du temps dont dispose encore la Commission.

39. Il est regrettable que la Troisième Commission n'ait pas indiqué de façon précise la nature de l'avis qu'elle demande. S'il ne s'agit que de la rédaction, la question est extrêmement simple. Si, d'autre part, on demande à la Sixième Commission de donner un avis sur le fond de la question, il est probable que des difficultés se présenteront, ainsi que l'a fait remarquer si justement le représentant de l'URSS. La délégation de la Syrie sait combien la question préliminaire est délicate. La lettre que le Président de l'Assemblée générale a adressée à la Commission ne précise pas quelles sont les questions qui peuvent donner lieu à des controverses. Par conséquent, si la Sixième Commission est tenue, aux termes de l'annexe II du règlement, de donner un avis juridique, dans le cas présent sa tâche est loin d'être clairement déterminée.

40. Il convient de remarquer que les autres commissions ont rarement fait usage des dispositions de l'annexe II du règlement. A la huitième session, ainsi que l'a fait observer le représentant du Honduras, la Cinquième Commission a demandé un avis consultatif à la Cour internationale de Justice sans demander l'avis de la Sixième Commission. Au cours de la session actuelle, la Cinquième Commission a examiné la question de la réformation des jugements du Tribunal administratif sans requérir un avis. Il est donc évident que les autres commissions n'attachent pas une très grande importance aux recommandations prévues à l'annexe II du règlement. Ces faits semblent corroborer l'assertion que la délégation de la Syrie avait émise à la Sixième Commission au cours des débats qui ont précédé l'adoption de la résolution 684 (VII) et selon laquelle on ne pouvait faire de la Sixième Commission une sorte de Conseil d'Etat (307ème séance, par. 40).

41. Peut-être le représentant des Philippines a-t-il raison lorsqu'il émet l'avis que la Commission devrait au moins entamer les débats. Il semble toutefois que l'argument selon lequel une telle discussion pourrait se prolonger exagérément ait un certain poids. Il est certain que de nombreux aspects de la question donneraient lieu à des controverses de caractère politique. Dans ces circonstances, la délégation de la Syrie estime que la proposition du Costa-Rica est raisonnable.

42. M. EL ERIAN (Egypte) déclare qu'après avoir entendu les exposés du représentant du Royaume-Uni et du Conseiller juridique, il ne fait aucun doute pour sa délégation que la Sixième Commission est compétente pour traiter de cette question selon la procédure

indiquée par le Président de l'Assemblée générale. Les problèmes juridiques qui se posent ont un caractère purement technique, et le projet de résolution présenté par Cuba (A/C.6/L.372) en rend l'étude plus facile. Aucune autre question ne figurant à son ordre du jour, la Commission est tenue envers la Troisième Commission de ne pas différer la décision sur cette question avant même d'en avoir examiné le fond.

43. M. TREJOS (Costa-Rica) déclare que des deux considérations qu'il a émises au cours de son premier exposé, celle qui concerne le temps devrait être examinée en premier lieu.

44. M. Trejos ne peut se ranger à l'avis du représentant du Royaume-Uni selon lequel les dispositions finales du projet de convention ne posent aucun problème. Si tel était le cas, il est peu probable que la Troisième Commission les aurait renvoyées à la Sixième Commission après avoir déjà approuvé les articles qui traitent du fond.

45. Le représentant du Costa-Rica ne partage pas non plus l'avis du représentant de la Belgique selon lequel cette question pourrait être réglée en un petit nombre de séances. La Troisième Commission n'a même pas examiné le texte des articles 4 à 11.

46. M. Trejos est entièrement d'accord sur le fait que la Sixième Commission est compétente pour traiter des aspects juridiques de n'importe quel problème. Dans ces conditions, sa compétence s'étend certainement aussi bien aux articles qui traitent du fond qu'aux dispositions finales du projet de convention.

47. M. JAMIESON (Australie) fait remarquer que le Président de la Troisième Commission et le Président de l'Assemblée n'ont eu pour but, en demandant à la Sixième Commission de donner un avis, que de faciliter la bonne marche des travaux de l'Organisation. La Sixième Commission ne peut donc renoncer purement et simplement à traiter cette question; elle doit s'efforcer de prêter son concours. Il est certain qu'il n'y a pas toujours lieu de se féliciter de la façon dont les questions qui présentent des aspects divers sont attribuées aux commissions, mais il faut souhaiter que la Commission ne considérera pas ce problème du point de vue étroit de la stricte compétence.

48. Les dispositions de la convention qui traitent du fond peuvent être nettement séparées des clauses finales, et il n'y a pas de raison pour que la Troisième Commission ne s'occupe pas elle-même des premières. La Sixième Commission a souvent fait des recommandations sur des questions dont les incidences financières étaient importantes sans en avoir référé au préalable à la Cinquième Commission.

49. Si l'Assemblée générale devait recevoir de la Troisième Commission un rapport sur le fond du projet de convention sans que la Sixième Commission lui donne son avis sur les dispositions finales, le prestige de cette dernière n'en serait pas rehaussé.

50. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) fait remarquer que le Conseiller juridique est un homme dont tout le monde, à l'Organisation des Nations Unies, reconnaît l'expérience, et que son avis devrait être écouté. Elle affirme que la Sixième Commission est compétente pour examiner et adopter les clauses finales du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée, que la Troisième Commission lui a renvoyées.

51. Mlle Bernardino est surprise de constater que les arguments qu'ont avancés les délégations de certains pays sont en contradiction avec l'attitude que les délégations de ces mêmes pays ont prise à la Troisième Commission lorsque celle-ci a examiné la question.

52. Elle estime qu'étant donné les progrès que la cause de la femme a faits jusqu'ici auprès des Nations Unies, il conviendrait d'accorder une attention plus grande aux questions qui ont trait aux droits de la femme.

53. Mlle Bernardino est sûre que l'examen des articles en question ne demanderait que peu de temps à la Sixième Commission. Elle fait appel à celle-ci pour qu'elle prenne une attitude constructive à l'égard d'une question qui présente une telle importance pour les femmes du monde entier.

54. Mlle MAÑAS (Cuba) attire l'attention des représentants sur le projet de résolution présenté par sa délégation (A/C.6/L.372).

55. Elle indique qu'à la Troisième Commission aucune délégation n'a proposé que cette question fût examinée par une commission mixte. Elle prie instamment la Commission, dans l'intérêt de son prestige, d'attacher plus d'importance à la coopération entre les organes subsidiaires des Nations Unies et de se préoccuper moins du temps dont elle dispose.

56. M. EVANS (Royaume-Uni) croit savoir que la Commission dispose encore de sept jours de travail au cours desquels elle pourrait examiner la question.

57. Le PRÉSIDENT déclare que l'on souhaite voir les commissions terminer leurs travaux le 10 décembre au plus tard.

58. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que, selon les renseignements qu'il a reçus, il n'a pas fallu moins de deux semaines de travail à la Commission de la condition de la femme, au Conseil économique et social et à la Troisième Commission pour étudier le projet de convention. D'après la déclaration qu'a faite le Président, il est évident que la Sixième Commission disposera de trois jours au maximum pour mener à bien cet examen. Les articles qui ont été soumis à la Commission soulèvent un certain nombre de questions qui prêtent à controverse comme, par exemple, l'inclusion d'une "clause coloniale" et la question des réserves. Plusieurs séances seraient nécessaires pour régler chacune de ces questions.

59. M. Morozov ne pense pas qu'un refus de prendre une décision hâtive motivée par le seul souci de donner l'impression d'une activité efficace pourrait être interprété comme signifiant que la Commission refuse entièrement de donner un avis. En ce qui concerne le prestige de la Commission, M. Morozov ne pense pas qu'une comparaison des méthodes de travail lui serait défavorable.

60. La délégation de l'Union soviétique accueillerait volontiers une occasion d'examiner les dispositions finales en procédant aux débats qui s'imposent, mais elle ne pourrait se prêter à des manœuvres visant à arracher en dernière minute l'approbation de la Commission. Si cette question fait l'objet d'un débat, la délégation de l'Union soviétique devra proposer certains amendements au projet de résolution qu'a présenté la représentante de Cuba.

La séance est levée à 18 heures.